

## Tribune Citywire – Olivier de Guerre – Président Phitrust Que penser de la révocation d'Emmanuel Faber par le Conseil d'administration de Danone ?

Depuis plusieurs mois, des rumeurs et articles de presse se faisaient l'écho de dissensions au sein du Conseil d'administration de Danone quant à la stratégie mise en œuvre par son PDG, Emmanuel Faber.

Danone est la première entreprise cotée à adopter la qualité « d'entreprise à mission » dans ses statuts, liée au double projet économique et social mis en œuvre depuis 2007 dans le prolongement du discours d'Antoine Riboud son fondateur à Marseille. Ce changement a été plébiscité par quasiment tous les actionnaires lors de l'Assemblée Générale de 2020.

C'était sans compter sur le renforcement progressif au capital d'un investisseur américain « de long terme » qui détient aujourd'hui 3% du capital de Danone et qui n'a pas voté pour les statuts d'entreprise à mission (un des rares...). Puis qui, compte tenu du cours de bourse,... a soutenu les demandes d'un petit actionnaire anglais créé en 2019 pour remettre en cause le plan « Local first » voté à l'unanimité par le Conseil d'Administration en septembre 2020 et mettre en œuvre la séparation des pouvoirs pour une « meilleure gouvernance ».

Alors même que le Conseil d'administration a acté cette séparation en demandant à Emmanuel Faber de « lâcher » la direction générale, avec le recrutement à venir d'un futur DG, il semblerait au vu du dernier communiqué de presse de la société que le Conseil ait finalement suivi les demandes de ces deux actionnaires très minoritaires (<5% du capital...) en révoquant Emmanuel Faber et en nommant Gilles Schnepf Président. Une direction générale intérimaire est mise en place dans l'attente de ce futur DG.

L'annonce a été rendue publique par certains administrateurs alors même que le Conseil n'avait pas été terminé... dans la lignée des « fuites » depuis six mois sur une mésentente du Conseil d'administration.

Quelques mots dans le Communiqué de presse de Danone ce matin pour remercier Emmanuel Faber et préciser cette gouvernance « temporaire » alors même que l'ensemble des syndicats américains et européens soutenaient le Président qui avait fait valider le plan Local first avec plus de 2 000 suppressions d'emplois...

Car quelle autre stratégie que celle initiée par le plan Local first, qui vise à développer des marques locales en complément des marques mondiales pour suivre les demandes des consommateurs ?

Quelle autre stratégie menée que celle mise en place depuis plusieurs années visant à renforcer le bio/local et à ne plus être dépendent de produits « industriels » identiques dans le monde entier ?

La société se retrouve très fragilisée aujourd'hui, à la merci d'une OPA hostile qui permettrait à un de ses concurrents beaucoup plus gros d'acheter « peu cher » des marques reconnues mondialement et localement et surtout une démarche stratégique reconnue par tous comme ambitieuse et la seule possible (comme le souligne le communiqué de presse publié ce matin).

Alors que le cours de bourse est très bas en comparaison de ses concurrents (qui ne sont pas sur les mêmes produits...), certains en profitent pour exiger des « mesures » pour le faire remonter en oubliant la crise actuelle (qui a eu un impact très défavorable sur l'eau en bouteille) alors même que les perspectives sont de l'avis de tous très positives !

Quel gâchis ! Que penser d'un Conseil d'administration qui « plie » devant deux actionnaires minoritaires qui n'ont visiblement pas les mêmes objectifs que ceux validés par l'ensemble des actionnaires en Assemblée générale... Et que penser d'une décision de révocation 15 jours après un accord qui semblait de l'avis de beaucoup « équilibré » ?

Alors que l'ensemble des investisseurs ne parlent que « d'impact » et que Danone était LA société emblématique essayant de concilier rentabilité économique et mission sociale et environnementale cet « affaire Danone », car c'est bien comme cela qu'il va falloir l'appeler, montre bien le grand écart de très nombreux investisseurs, dirigeants d'entreprises, administrateurs entre le discours « vertueux » et la réalité des affaires.

Emmanuel Faber a essayé avec beaucoup de difficultés de concilier ces deux approches et il est inquiétant de voir que certains membres de son Conseil d'administration n'ont pas compris qu'il avait ouvert un chemin, certes difficile, mais bien dans la lignée de ce que recherchent tous les grands investisseurs français et internationaux « responsables ». Cela augure très mal de l'avenir de « l'Impact investing » si des considérations boursières à court terme remettent en cause des stratégies environnementales et sociales qui ne peuvent se bâtir que sur le long terme.